

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



INTERNATIONALISME

N° 377

3-4e trimestre 2022

1 Euro

fr.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Face à l'accélération de la barbarie capitaliste, une seule réponse : la lutte de classe !

Depuis les trois dernières années, nous assistons à une simultanéité et à une aggravation des différentes crises et catastrophes qui accélèrent le délabrement de la société capitaliste : guerre, crise économique, crise écologique, pandémie... Cela, au point d'entrevoir sérieusement et plus concrètement que jamais la menace d'un anéantissement de l'espèce humaine.

Une accélération brutale de la décomposition

La pandémie de la Covid-19, dont la huitième vague est en cours, constituait dès 2020, comme nous l'avions souligné, une nouvelle étape de l'enfoncement de la société dans la phase finale de sa décadence, celle de sa décomposition. Elle cristallise, en effet, toute une série de facteurs de chaos qui semblaient jusque-là n'avoir aucun lien entre-eux. (1) L'incurie de la classe dominante s'y était révélée partout plus nettement avec l'effondrement des systèmes sanitaires (manque de masques, de lits et de soignants) responsables de l'hécatombe planétaire dont les chiffres oscillent entre 15 et 20 millions de morts. La pandémie a même durablement atteint la chaîne mondiale de production, accentuant les pénuries et l'inflation. Elle révélait aussi les difficultés accrues de la bourgeoisie à organiser une réponse coordonnée à la pandémie comme à la crise.

1 « Rapport sur la pandémie Covid-19 et la période de décomposition capitaliste (juillet 2020) », *Revue internationale* n° 165.

La guerre en Ukraine s'enkyste déjà comme un cancer foudroyant aux portes de l'Europe et constitue un palier supplémentaire de l'enfoncement accéléré de la société dans la décomposition, en particulier à travers l'exacerbation du militarisme à l'échelle planétaire. Le grand désordre de l'instabilité à l'Est et au Caucase, les frappes risquant d'endommager la centrale de Zaporijia, les menaces répétées d'utilisation de l'arme nucléaire, (2) les fuites catastrophiques des gazoducs Norstream dans la Baltique suite à de probables actes de guerre, la mobilisation « partielle » aventuriste de Poutine virant au fiasco, les risques d'escalade terrifiants d'un régime russe aux abois, tout cela ne laisse présager qu'un avenir capitaliste apocalyptique sur toute la planète. Désormais, le gouffre des dépenses militaires qui a précédé et accompagne davantage la guerre en Ukraine et les tensions dans le Pacifique, comme l'endettement abyssal d'États croulant sous le poids de l'économie de guerre, se traduisent par un

2 L'utilisation de l'arme nucléaire ne se résume pas au bon vouloir d'un « dictateur fou », comme l'affirme la bourgeoisie pour mieux effrayer et faire adhérer la population aux « sacrifices nécessaires ». Elle nécessite un certain consensus au sein de la bourgeoisie nationale. Mais bien qu'une telle utilisation équivaudrait à un suicide volontaire de la bourgeoisie russe, le niveau d'irrationalité et d'imprévisibilité dans lequel plonge le capitalisme, ne rend plus tout à fait impossible son usage. Par ailleurs, les centrales ukrainiennes vieillissantes véritable gouffre financier, demeurent, plusieurs décennies après la catastrophe de Tchernobyl, d'effrayantes bombes à retardement.

enfoncement accéléré dans la crise économique. La crise, conjuguée à un réchauffement climatique catastrophique, plonge déjà des millions d'êtres humains dans la malnutrition, non seulement en Ukraine mais dans de nombreuses régions du globe ; les pénuries se multiplient et l'inflation condamne une grande partie de la classe ouvrière dans la pauvreté. Les « sacrifices » exigés par la bourgeoisie présagent déjà de maux bien pires. Le militarisme qui s'accroît sauvagement sous nos yeux, incarne donc toute l'irrationalité d'un capitalisme qui ne peut mener qu'à la ruine et au chaos sanglant. À commencer par la logique des États-Unis, dont la volonté de préserver leur rang de première puissance mondiale passe par le renforcement continu d'une surpuissance militaire, agissant dans cette guerre, comme ailleurs, au prix de toujours plus de chaos et déstabilisation. Il Des myriades de catastrophes en tous genres, de plus en plus fréquentes, interagissent et s'entretiennent les unes les autres plus intensément, formant une véritable spirale destructrice. Les derniers mois ont renforcé considérablement cette trajectoire apocalyptique, tant par l'intensification de la guerre et ses ravages que par l'évolution spectaculaire des manifestations du dérèglement climatique. (3)

3 Des incendies d'une ampleur inégalée ont frappé la planète durant l'été, des sécheresses et des pics de chaleurs records atteignant les 50°C (comme en Inde) couplés à de terribles inondations, comme celle qui a quasiment noyé les surfaces cultivées du Pakistan.

Outre les destructions, la terre brûlée et les massacres, les exodes forcés, la production agricole se restreint à l'échelle mondiale, l'accès à l'eau se raréfie, les pénuries et les famines se multiplient, le monde souillé par les pollutions multiples devient invivable. Les ressources qui s'épuisent tendent elles-mêmes à être transformées presque exclusivement et sans scrupules en armes stratégiques, comme le gaz ou le blé, livrées à un véritable pillage et à un marchandage effréné dont l'issue reste la confrontation militaire et la souffrance humaine. Cette tragédie n'est pas le fruit du hasard. Elle est le produit de la faillite irrémédiable du mode de production capitaliste et de l'action aveugle d'une bourgeoisie sans boussole. Un mode de production miné depuis plus de cent ans par ses contradictions et limites historiques, qui s'enfoncent depuis plus de trente ans dans sa phase ultime de décomposition. Le monde plonge désormais plus rapidement encore dans un processus de fragmentation, de destructions accélérées à plus vaste échelle, dans un immense chaos. La bourgeoisie est impuissante à offrir une perspective viable, de plus en plus divisée, incapable de coopérer à un niveau minimum comme elle le faisait ne serait-ce qu'il y a une dizaine d'années lors de ses sommets mondiaux contre la crise. Elle reste sans inspiration, prisonnière de ses œillères et de sa cupidité, minée par les forces centrifuges d'un chacun pour soi grandissant. La victoire en Italie du parti d'extrême droite « post-fasciste » de Georgia

(suite à la page 6)

BELGIQUE

Le gouvernement nous dit qu'il n'a pas de solution miracle à la crise Refusons les sacrifices pour sauver ce système pourri

Les prix du gaz et de l'électricité sont multipliés par 3 ou 4, l'inflation dépasse les 11 % (et plus de 15 % aux Pays-Bas) et les prix des denrées alimentaires montent en flèche. De tels chiffres n'avaient plus été atteints depuis les années 1970 du siècle dernier. Aux familles ouvrières confrontées à la hausse vertigineuse de leurs factures d'énergie et des prix dans les supermarchés, ce qui ne leur laisse souvent le choix qu'entre baisser le chauffage ou réduire les achats de nourriture, le gouvernement De Croo, a annoncé des mesures pour tenter d'apaiser l'inquiétude et la colère croissantes. Après la réunion du Comité consultatif fédéral (regroupant le gouvernement fédéral et les trois gouvernements régionaux) fin août, et un conclave budgétaire du gouvernement fédéral en septembre, il a appelé à faire confiance à la

préoccupation sociale du gouvernement : *“Il n'y a pas de solution miracle, mais nous sommes très clairs : nous allons tout mettre en œuvre pour nous en sortir”*. Assez d'hypocrisie !

La vérité de « Il n'y a pas de solutions miracles ».

Un rapide survol de la situation financière de l'État révèle effectivement qu'il ne faut rien attendre de la bourgeoisie belge et de son gouvernement. Les finances de l'État belge sont dans un état déplorable, comme le souligne le dernier rapport du comité de suivi - composé de fonctionnaires de différents ministères - qui indique que le budget fédéral pour l'année prochaine se dirige vers un déficit de 23 milliards d'euros, soit 3 milliards de plus que la précédente estimation

de juillet de cette année. Ce rapport tablait alors encore sur un déficit budgétaire de 3,5 %, mais il est maintenant déjà estimé à 4 %. Selon la Banque Nationale, à politique inchangée, les déficits atteindront même 4,5% cette année et en 2023 et 5% en 2024. En 2019 déjà, les finances de l'État étaient problématiques et la dette dépassait les 100% du PIB. Depuis, la crise au Covid-19 a creusé en 2020 un déficit budgétaire d'environ 10% du produit intérieur brut (PIB) et les inondations dramatiques de l'été 2021, causées par la crise climatique, a demandé une intervention publique de 4 milliards d'euros. Bref, aujourd'hui, les caisses sont vides, « *La dette nationale globale semble hors de contrôle* » (*De Standaard*, 12/10/2022), tandis qu'une récession économique pointe le nez.

L'illusion de « nous allons tout mettre en œuvre pour nous en sortir »

Les négociations autour du budget 2023-2024 et les « oppositions » entre les différents partis au gouvernement, entre socialistes et libéraux, entre écologistes et chrétiens-démocrates, ont constitué un grand show politique et médiatique qui, au-delà du besoin pour chaque « famille politique » de se profiler, visait essentiellement deux objectifs : - convaincre la population et la classe ouvrière que le gouvernement faisait effectivement de son mieux pour adoucir le choc et donc que la colère face à la situation ne devait pas se retourner contre lui ; - préparer la population et surtout à nouveau la classe ouvrière au caractère irrémédiable des vagues d'austérité : « *nous avons tout mis en œuvre*

mais hélas, il n'y a pas de miracle » !

En réalité, que représentent les mesures prises par le gouvernement ? « *Le coût de toutes les mesures visant à réduire la facture énergétique s'élève déjà à 10 milliards d'euros*. Une taxe sur les bénéfices excédentaires devrait contribuer à payer le prix de revient des nouvelles mesures » (La secrétaire d'État au budget, dans *DS*, 12-10-2022). Un simple calcul démontre toutefois que cette taxe sur les surprofits des entreprises énergétiques, estimée à 3 milliards d'euros, reste tout d'abord hypothétique et sera de toute façon largement insuffisante pour couvrir le coût de la facture énergétique de l'État Belge. De plus, les mesures prises pour soutenir les travailleurs et leurs familles, ne sont guère plus que du bricolage à la marge et atténueront à peine l'impact de la hausse des prix de l'énergie et de l'inflation.

Et le pire est encore devant nous. Dans les prochains mois, une « récession mondiale » est annoncée qui entraînerait déjà une baisse de 0,2% du PIB d'octobre à décembre, même si la Belgique, très dépendante des marchés mondiaux pour son importation d'énergie et ses exportations, espère encore que l'UE pourra partiellement réduire l'impact de la récession sur son économie. Déjà, le coût croissant de l'énergie met près de 30% des entreprises en difficulté et certaines sont obligées de réduire, voire d'arrêter leur production (industrie métallurgique, industrie chimique, horticulture sous serre, etc.) : 200 entreprises belges ont demandé le chômage temporaire pour 10 684 travailleurs (données de l'agence pour l'emploi, *DS* 14/10/2022). En outre, sous la pression interna-

(suite à la page 2)

- **Chaos impérialiste**
L'impérialisme américain, acteur majeur du chaos capitaliste !.....3
Les prolétaires se battent pour leur propres intérêts de classe.....4
- **Vague de lutte au Royaume-Uni**
La signification de « l'été de la colère » en Grande-Bretagne
Le retour de la combativité du prolétariat mondial5
- **Grèves dans les raffineries françaises et ailleurs.**
La solidarité dans la lutte, c'est la force de notre classe!.....6
Petit rappel.....6
- **Crise économique:**
L'économie mondiale dans le tourbillon de la décomposition du capitalisme.....8

(suite de la première page)

LE GOUVERNEMENT NOUS DIT QU'IL N'A PAS DE SOLUTION MIRACLE À LA CRISE REFUSONS LES SACRIFICES POUR SAUVER CE SYSTÈME POURRI

tionale, la Belgique participe pleinement à l'effort militaire accru demandé aux pays de l'OTAN suite à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Fin février 2022, le gouvernement Vivaldi a adopté un plan d'investissement, le Plan Star, qui prévoit une augmentation de 10 milliards d'euros des dépenses militaires d'ici 2030. En mars 2022 (après le déclenchement de la guerre), une enveloppe supplémentaire d'un milliard d'euros a été ajoutée pour la législature actuelle (jusqu'en 2024), afin d'améliorer « la capacité de déploiement de l'armée » dans des opérations militaires.

Bref, les promesses de la bourgeoisie belge sont illusoire et trompeuses : face à la récession, aux catastrophes climatiques, à la guerre, à l'afflux de réfugiés, au déficit budgétaire et à la dette, *"les possibilités ne sont pas infinies"*, comme le reconnaît le ministre-président de la Flandre J. Jambon. En réalité, la bourgeoisie belge, comme ses consœurs, n'a qu'une alternative : imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs. La compensation limitée des hausses de l'énergie et de l'inflation est déjà une attaque contre les conditions de vie des travailleurs, tout comme des mesures budgétaires telle la limitation du crédits-temps pour motif de "soins aux enfants" ou la norme de croissance des soins de santé réduite à 2% à partir de 2024. Mais le gouvernement laisse entendre que le budget 2023 - 2024 est temporaire et diverses pistes de ratio-

nalisation sont déjà mises en œuvre ou envisagées : les hausses de salaires accordées aux fonctionnaires fédéraux et aux policiers ont été réduites et reportées à plus tard, l'indexation, automatique des salaires est dans le viseur et l'idée d'un « saut d'index » a été avancée ainsi que la révision du mode de liaison des pensions des fonctionnaires au bien-être, des administrations communales suppriment des postes de personnel statutaire et enfin, certaines entreprises appliquent déjà des baisses de salaire.

Refuser de faire des sacrifices est déjà une victoire

Le développement des restrictions et des attaques visant la classe ouvrière, comme conséquence d'un système économique dans l'impasse sur tous les plans, impose une transformation de l'indignation et de la colère qui montent dans les rangs ouvriers en une résistance active pour la défense de leurs intérêts de classe. À cet égard, les travailleurs belges doivent prendre exemple sur la résistance combattive de leurs frères de classe au Royaume-Uni et en France aujourd'hui (lire les tracts « L'été de la colère au Royaume-Uni. La bourgeoisie exige de nouveaux sacrifices, la classe ouvrière répond par la lutte » et « Grèves dans les raffineries françaises et ailleurs... La solidarité dans la lutte, c'est la force de notre classe ! » ainsi que l'article « Le retour de la combativité du Proletariat mondial »). Ils doivent s'en

inspirer pour surmonter leur désarroi et renforcer leur détermination à ne plus avaler les sacrifices et les rationalisations économiques. La tension sociale qui s'accroît avec des grèves spontanées dans plusieurs succursales des supermarchés Delhaize, des mouvements sociaux à l'aéroport de Charleroi, au service clientèle d'ENGIE Electrabel à Gand, chez les cheminots de la SNCB ou dans les transports communs en Wallonie, dans le secteur de la culture en Flandre contre la détérioration des conditions de travail ou pour des revendications salariales, indiquent que, malgré les campagnes de la bourgeoisie pour mettre en valeur sa préoccupation sociale, la classe ouvrière n'est plus disposée à accepter les sacrifices en Belgique aussi.

Cependant, les travailleurs doivent être attentifs à un danger propre au contexte actuel. L'impact de la crise énergétique et de l'inflation ne touche pas seulement les travailleurs, mais également les indépendants, les commerçants, les petits patrons qui s'insurgent aussi contre les conditions actuelles. Dès lors, le danger de mouvements interclassistes, type « gilets jaunes » ou de révoltes populistes (« je refuse de payer mes factures ») est intense et est d'ailleurs stimulé par des campagnes de partis comme le Parti du Travail de Belgique (PTB). Les travailleurs ne doivent pas se laisser submerger par de tels mouvements et se laisser isoler en tant que simples « citoyens ». La force de leur combat réside dans leur capacité

à se mobiliser sur des revendications et un mode d'organisation propre à la classe ouvrière.

La bourgeoisie belge est parfaitement consciente – et les mouvements sociaux en Grande-Bretagne et en France le lui rappellent chaque jour – que la mise en œuvre d'une politique d'austérité implique nécessairement d'affronter une classe ouvrière qui semble retrouver sa combativité. Pour ce faire, elle dispose cependant d'une arme redoutable : les syndicats. Une des armes de ceux-ci pour détourner et désamorcer la combativité ouvrière est la campagne syndicale visant à « abolir la loi sur les normes salariales », afin d'obtenir des négociations « libres » dans les entreprises entre patrons et syndicats. Par ce biais, ces derniers veulent en vérité diviser les mouvements par entreprise et opposer les secteurs économiquement forts aux secteurs économiquement faibles. Par ailleurs, depuis le printemps 2022, ils ont mis en place une série d'actions éparées visant à fragmenter et à épuiser la volonté de résistance ouvrière face aux mesures : en juin, une réunion convoquée par le front commun des syndicats à laquelle 70.000 personnes ont participé, grève d'un jour dans les chemins de fer le 5 octobre, regroupements de militants devant les centrales nucléaires et autres centrales de production d'électricité fin octobre ou encore grève générale d'un jour le 9 novembre, espérant ainsi « lâcher de la pression ». Toutes ces actions, s'ins-

crivent dans la stratégie des syndicats qui consiste à laisser les travailleurs se défouler pour éviter les explosions de colère spontanées et « sauvages ». Comme leurs collègues en Grande-Bretagne ou en France, les syndicats belges visent par tous les moyens à occuper le terrain et à étouffer dans l'œuf toute réaction décidée des travailleurs.

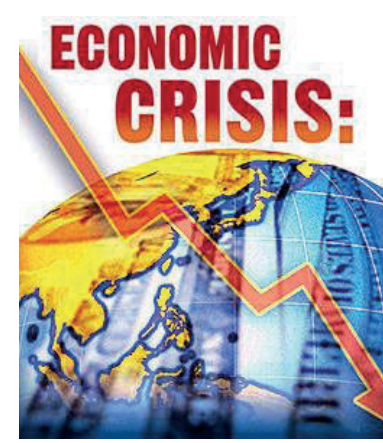
La bourgeoisie ne peut d'aucune façon « résoudre » la crise qui est fondamentalement une crise historique de son système. Elle ne peut qu'en détourner les conséquences sur la classe ouvrière qui subit les attaques et est censée accepter les sacrifices pour soutenir l'économie nationale dans sa compétition avec d'autres nations capitalistes. Ces sacrifices ne servent que les intérêts de la bourgeoisie, et d'un système en perdition. Cependant, « l'atmosphère sociale » est en train de changer, comme l'illustre les luttes de résistance en Grande-Bretagne et en France et aussi la circonspection actuelle du gouvernement De Croo envers l'imposition de mesures contre les travailleurs en Belgique. Dans ce sens, entrer en lutte pour refuser des sacrifices est déjà une victoire qui ne pourra que renforcer parmi les travailleurs le développement de la solidarité et de la prise de conscience de leur force, ainsi, qu'à terme, de leur capacité à proposer une alternative pour ce système totalement en faillite.

Hugo S./22.10.2022



(suite de la page 8)

L'ÉCONOMIE MONDIALE DANS LE TOURBILLON DE LA DÉCOMPOSITION DU CAPITALISME



hommes et sur l'économie : incendies gigantesques, inondations, canicules, sécheresses, violents phénomènes météorologiques... affectent de façon de plus en plus significative, non plus seulement la production agricole, mais aussi la production industrielle, l'habitat et, de fait, pénalisent de plus en plus lourdement l'économie capitaliste.

Un tel péril ne pourra être écarté qu'avec le renversement du capitalisme. Mais il existe l'idée selon laquelle la bourgeoisie pourrait éviter le désastre climatique grâce à la mise au point de nouvelles technologies « propres ». Il ne fait aucun doute que la bourgeoisie est encore capable de faire des avancées considérables, voire décisives dans ce domaine. Par contre, ce dont elle est incapable, c'est de s'unifier mondialement pour rendre opérationnelles de telles avancées technologiques et les mettre en œuvre.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que s'exprime une telle illusion vis-à-vis de la bourgeoisie. Elle s'apparente d'une certaine manière à la thèse du « super impérialisme » développée par Kautsky à la veille de la Première Guerre mondiale et destinée à « démontrer » que les grandes puissances pourraient se mettre d'accord entre elles afin d'établir une domination en commun et pacifique sur le monde. Une telle conception était évidemment un des fers de lance des mensonges pacifistes, voulant faire croire aux ouvriers qu'on pourrait mettre fin aux guerres sans avoir besoin de détruire le capitalisme. Cette vision de Kautsky éludait la concurrence à mort qui existe entre les puissances capitalistes. Elle semble ignorer que le plus haut niveau d'unification des différentes fractions de la bourgeoisie est celui de la nation, les rendant tout à fait incapables de mettre en place une véritable autorité politique et une organisation de la société réellement supranationales.

La réalité est tout à fait à l'opposé de l'illusion

d'une bourgeoisie capable d'éviter le désastre climatique. Ce qui s'impose c'est bien la persistance voire l'aggravation de la plus totale irrationalité et la plus grande irresponsabilité face au changement climatique, lesquelles s'expriment aussi bien à travers l'ouverture de nouveaux conflits impérialistes comme la guerre en Ukraine (catastrophiques pour les hommes mais aussi pour la planète) qu'à travers d'autres aberrations plus mineures mais hautement significatives, telle la gestion du Bitcoin dont la consommation énergétique annuelle est équivalente à celle de la Suisse toutes activités confondues.

Les conséquences de l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence

La décomposition correspond à la période ultime de la vie du capitalisme, initiée par un blocage entre les deux classes antagoniques, aucune d'entre elles étant en mesure d'apporter sa solution propre à la crise historique du capitalisme. L'approfondissement de la crise économique détermine alors un phénomène de pourrissement sur pieds de la société. Celui-ci affecte toute la vie sociale notamment à travers le développement du chacun pour soi dans l'ensemble des relations sociales en particulier au sein de la bourgeoisie. Cela avait été magistralement illustré durant l'épidémie de Covid, notamment à travers :

- l'incapacité de coordonner et de centraliser la recherche d'un vaccin et de mettre en place une politique de production, de diffusion et de vaccination planifiée et réfléchie pour l'ensemble de la planète ;
- le comportement de gangster de certains pays volant le matériel médical destiné à d'autres pays voisins, parfois sur le tarmac des aéroports.

Ainsi, alors que la toile de fond de la décomposition est la crise économique, il s'avère que, en retours, cette dernière se trouve désormais affectée de façon

croissante, depuis le début des années 2020, par des manifestations plus sévères de la décomposition. Ainsi le cours de la crise économique est aggravé notamment par le développement du *chacun pour soi*, dans tous les domaines et en particulier les relations internationales entre les grandes puissances. Une telle situation ne manquera pas d'handicaper lourdement la mise en place de politiques économiques concertées face à la prochaine récession.

En effet, la situation est beaucoup plus alarmante qu'il y a deux ans. La conjonction d'un ensemble de facteurs atteste plutôt d'un risque élevé de perturbations considérables dans la sphère économique et, par voie de conséquence, bien au-delà :

- Toutes les contradictions du capitalisme sur le plan économique évoquées dans cet article (réduction de marchés solvables, course effrénée à la productivité, intensification de la guerre commerciale mondiale...) sont exacerbées.
- Le capitalisme se trouve face à la quasi-certitude de devoir assumer de nouvelles dépenses considérables : partout dans le monde, en particulier en Europe de l'Ouest, l'accélération du militarisme génère une forte hausse des dépenses improductives. De même, sur un autre plan, l'infrastructure vieillissante souffre d'avoir été oubliée des budgets des États, depuis des décennies, ce qui fragilise en retour la société avec la menace des dépenses énormes non provisionnées face à des problèmes pourtant prévisibles.
- Il existe des détonateurs potentiels à un cataclysme économique comme la crise de l'immobilier en Chine, (à l'origine d'une croissance nulle dans ce pays au deuxième trimestre 2022) où des faillites comme celle d'Evergrande pourraient n'être pas circonscrites à ce pays mais avoir de lourdes répercussions internationales, tant est fragilisée l'économie mondiale. L'envolée de l'inflation, en plus d'affecter lourdement la vie des exploités,

constitue un frein au commerce international déjà mis à mal par les tensions impérialistes. Si bien que, face à la perspective qui paraît inéluctable d'un relèvement des taux d'intérêt dans un certain nombre de pays industrialisés, la récession paraît inévitable. Une menace dont la bourgeoisie semble ne pas oser évoquer la gravité tant elle se situe dans le contexte d'une situation économique fortement dégradée et que fait rage le chacun pour soi et même, dans certains cas, l'hostilité ouverte entre les principales puissances.

Aujourd'hui, après plus d'un siècle de décadence capitaliste, nous pouvons constater combien les paroles de l'Internationale communiste étaient visionnaires quant à la « désintégration interne » du capitalisme mondial qui ne disparaîtra pas de lui-même mais entraînera l'humanité dans la barbarie, si le prolétariat n'y met pas fin. Il est à nouveau l'heure pour le prolétariat de réagir en tant que classe face à l'apocalypse que nous réserve le capitalisme. Il est encore temps pour cela.

Silvio/5.10.2022

- (1) Cf. « *Décadence du capitalisme (V) : les contradictions mortelles de la société bourgeoise* », *Revue internationale* n° 139.
- (2) « *Décadence du capitalisme guerre, militarisme et blocs impérialistes (2ème partie)* » *Revue internationale* n° 53.
- (3) « *crise économique : la surproduction, maladie congénitale du capitalisme* » *Révolution Internationale* n°331 (2003)
- (4) Il existe également d'autres contre-tendances à la tendance à la baisse du taux de profit comme l'accroissement de l'exploitation.
- (5) Marx, *Matériaux pour l'économie*, « Travail productif et travail improductif ».
- (6) « *Surproduction et inflation* », *Révolution Internationale* (nouvelle série) n° 6 (1973).
- (7) Cf. « *Écologie : c'est le capitalisme qui pollue la Terre* », *Revue internationale* n° 63 ; « *Le monde à la veille d'une catastrophe environnementale (I)* », *Revue internationale* n° 135 ; « *Le monde à la veille d'une catastrophe environnementale (II) : Qui est responsable ?* », *Revue internationale* n° 139.

CHAOS IMPÉRIALISTE

L'impérialisme américain, acteur majeur du chaos capitaliste !

Alors que les troupes russes se ruaient sur l'Ukraine, le président Biden, dans son allocution du 24 février, affirmait que « *Poutine a commis une attaque contre les principes mêmes qui protègent la paix mondiale* ». Le monde serait ainsi confronté à la fatalité d'une nouvelle tragédie guerrière due à la folie d'un seul homme. Cette propagande, présentant l'Ukraine et les « occidentaux » comme des victimes n'œuvrant que pour la « paix », est un mensonge.

En réalité, ce conflit meurtrier est un pur produit des contradictions d'un monde capitaliste en crise, d'une société pourrissant sur pied et soumise au règne du militarisme. La guerre actuelle, comme toutes les guerres dans la décadence du capitalisme, est issue d'un rapport de force impérialiste **permanent**, affectant **tous** les protagonistes, petits ou grands, qu'ils soient directement ou indirectement impliqués dans ce conflit. ⁽¹⁾ Dans la lutte cynique au sein de ce panier de crabe planétaire, les États-Unis sont, en tant qu'unique superpuissance, aux avant-postes de la barbarie, n'hésitant pas à propager le chaos et la misère pour défendre leurs sordides intérêts et freiner l'inéluctable déclin de leur leadership.

Maintien de l'OTAN, guerre du Golfe : la mise au pas des ex-alliés après la guerre froide

Après la guerre froide, parallèlement à leur volonté de garder une emprise sur leurs ex-alliés du bloc occidental, les États-Unis n'ont jamais abandonné leur stratégie d'endiguement du glacie de l'ex-URSS. Ainsi, dès le 15 février 1991, se formait le groupe de Visegrad, composé d'ex-pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), afin de promouvoir leur intégration à l'OTAN et à l'Europe. Une telle pression amenait d'ailleurs les puissances européennes à exprimer leur grand souci de ne pas « *humilier la Russie* ». Cette tonalité laissait déjà apparaître une contestation larvée à l'égard des États-Unis.

Alors que l'effondrement du mur de Berlin annonçait symboliquement la fin de la guerre froide, une nouvelle guerre, la première guerre du Golfe, initiée par les États-Unis, ⁽²⁾ allait préfigurer le chaos du siècle à venir. Loin d'être une « guerre pour le pétrole », il s'agissait pour la puissance américaine, suite à la banqueroute de l'ennemi commun, (l'URSS) de faire pression cette fois directement sur ses ex-alliés les plus puissants, afin de les maintenir sous le joug de son autorité en les entraînant dans cette aventure militaire barbare.

Comme le monde avait cessé d'être partagé en deux camps impérialistes disciplinés, un pays comme l'Irak crut possible de faire main basse sur un ex-allié du même bloc, le Koweït. Les États-Unis, à la tête d'une coalition de 35 pays lancèrent une offensive meurtrière censée décourager toute tentation future d'imiter les agissements de Saddam Hussein. Ainsi, l'opération « Tempête du désert », menée par une « coalition internationale » contre l'Irak, était en réalité une entreprise de l'impérialisme américain destinée à « mettre au pas » leurs anciens alliés susceptibles de contester son leadership, en s'affirmant comme l'unique « gendarme du monde ». Tout cela au prix de plusieurs centaines de milliers de morts.

Bien entendu, la victoire du président Bush (père) promettant « *paix, prospérité et démocratie* » n'allait pas faire illusion très longtemps. L'apparente stabilité, gagnée au prix du fer et du sang, fut momentanée, confirmant certes les États-Unis comme « gendarme du monde », mais contenant en germe des contradictions et tensions croissantes.

¹ Pour davantage d'explication voir l'actuation du texte : « Militarisme et décomposition », *Revue internationale* n° 168.

² Cf. « Guerre du Golfe : massacres et chaos capitalistes », *Revue internationale* n° 65 (1992).

Yougoslavie : une lutte permanente contre le déclin du leadership américain.

Si la guerre du Golfe avait mis momentanément sous l'étouffoir les premières tentatives d'opposition ouvertes à la politique américaine, ces dernières se sont exprimées ensuite assez rapidement, notamment avec le conflit en ex-Yougoslavie (de 1991 à 2001). Au début des années 1990, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl, poussant et soutenant l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie afin de donner à l'Allemagne un accès à la Méditerranée, s'opposait directement à la puissance américaine, mais aussi aux intérêts de la France et du Royaume-Uni. Par ses initiatives audacieuses, l'Allemagne initiait le processus qui allait mener à l'explosion de la Yougoslavie.

Face à la contestation ouverte de leur autorité, les États-Unis ne sont pas restés les bras croisés. Dès l'été 1995, ils ont lancé une vaste contre-offensive en s'appuyant sur leurs atouts majeurs : leur puissance militaire. Les États-Unis ont ainsi constitué leur propre force armée, l'*Implementation Force* (IFOR) en évinçant l'ONU et les troupes européennes, exhibant par là-même leur supériorité écrasante et leur logistique impressionnante. Cette démonstration de force, pilotée et accompagnée diplomatiquement sous l'autorité de Bill Clinton, allait imposer aux européens, en quelle année, la signature des Accords de Dayton. Là encore, le conflit causa des milliers de victimes.

Bien entendu, ces accords, signés aux conditions imposées par les États-Unis, par la pression des armes et d'une diplomatie agressive, jouant notamment sur les divisions entre les États européens, ne cessent d'être sabotés par ces mêmes États. L'Allemagne, par exemple, n'a ensuite jamais cessé de mettre des bâtons dans les roues des États-Unis dans les Balkans, notamment en Bosnie, favorisant par ailleurs des rapprochements diplomatiques qui tendaient à hérissier Washington, concrétisés notamment par les liens tissés entre les chancelleries turque et iranienne.

Même au Moyen-Orient, pourtant chasse gardée de l'Oncle Sam, les rivaux européens ont progressivement pu entraver la politique américaine. Une telle contestation gagnait aussi les plus fidèles lieutenants, des États-Unis, à commencer par Israël, surtout après la prise du pouvoir de Netanyahu en 1996, alors que la Maison-Blanche misait sur le travailliste Shimon Peres. De même, l'Arabie Saoudite manifestait de plus en plus ouvertement ses réticences face aux diktats américains dans la région.

Des revers successifs pour l'Oncle Sam intervenaient ainsi seulement quelques mois après sa contre-offensive réussie en ex-Yougoslavie. Sur toutes les zones stratégiques de la planète, les intérêts américains étaient de plus en plus contrariés.

Afghanistan, Irak : la fuite en avant des États-Unis vers le chaos

À l'aube du nouveau siècle, ce que nous affirmions au milieu des années 1990 s'est largement confirmé. Les États-Unis allaient même être frappés pour la première fois de leur histoire sur leur propre sol lors des attentats meurtriers du 11 septembre 2001 à New-York. L'effroyable et symbolique effondrement des tours jumelles marquait une nouvelle dimension dans le développement de l'horreur et du chaos capitaliste. Mais ces attentats ont également représenté pour les États-Unis une formidable occasion de défendre leurs intérêts impérialistes dans une fuite en avant guerrière. Là encore, la politique américaine allait s'engager de plus belle dans de vastes représailles et opérations militaires meurtrières pour tenter de maintenir son autorité, au nom de la « *lutte contre le terrorisme* ». L'administration de Georges W. Bush Junior, avec

ses forces armées, se lança rapidement dans des frappes aériennes contre Al Qaida et les talibans en Afghanistan, entreprise soutenue alors par d'ex-alliés.

Mais très rapidement, la nouvelle croisade envisagée par Washington, en Irak, contre « *l'axe du mal* », allait faire l'objet de critiques virulentes et croissantes. En 2003, favorisant la propagation de fausses informations sur les « armes de destruction massive » de Saddam Hussein, pour stimuler le soutien de sa population et celui de ses anciens partenaires, les États-Unis se retrouvaient de plus en plus isolés dans leur nouvelle entreprise guerrière. ⁽³⁾ La France, cette fois, défiait ouvertement les États-Unis, usant même de son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU.

Censée éliminer le terrorisme et endiguer le déclin du leadership américain, cette nouvelle démonstration de force ouvrait cependant davantage la boîte de Pandore et les attentats qui allaient suivre partout dans le monde ne pouvaient que souligner l'irrationalité de ces entreprises militaires qui, en réalité, alimentait cette même spirale infernale, augmentant la contestation, le chaos et la barbarie.

Les États-Unis poursuivaient également leur politique déterminée vers l'Est, avec les voyages de la secrétaire d'État Condoleezza Rice en faveur du « *changement* » et de la « *démocratie* ». Son travail allait porter ses fruits. En 2003, l'impérialisme américain avançait clairement ses pions dans le Caucase en soutenant la « *révolution des roses* » en Géorgie, ce qui allait permettre d'évincer le pro-russe Chévarnadzé et le remplacer par une clique pro-américaine. La « révolution des tulipes » au Kirghizistan, en 2005, s'inscrivait également dans la même stratégie. Pièce maîtresse pour la Russie, l'Ukraine était déjà en proie à des tensions politiques aiguës. Derrière La « révolution orange » de 2004, comme celle de 2014, l'enjeu majeur n'était nullement celui d'une prétendue « *lutte pour la démocratie* », mais un objectif stratégique dans le jeu d'influences des grandes puissances et de l'OTAN. ⁽⁴⁾

Mais la force militaire colossale et l'usage croissant des armes n'ont pu permettre à l'impérialisme américain d'éradiquer la contestation de leur leadership. Loin d'assurer la « paix et la prospérité », les États-Unis se sont enlisés sur tous les grands points stratégiques qu'ils cherchaient à stabiliser et à défendre à leur profit.

Le retrait américain d'Irak en 2011 accentuait encore le développement du *chacun pour soi*, la même année où la guerre civile en Syrie contribuait à l'explosion du chaos dans une région du monde devenue totalement incontrô-

³ Excepté l'appui de la Grande-Bretagne, aucune grande puissance militaire n'a participé à ce conflit aux cotés des troupes américaines.

⁴ Les masses qui ont soutenu Viktor Ianoukovitch ou qui se sont rangées derrière Viktor Ianoukovitch n'étaient que des pions, manipulés et baladés derrière l'une ou l'autre des fractions bourgeoises rivales pour le compte de telle ou telle orientation impérialiste.

lable. Le retrait d'Afghanistan en 2021 s'est également accompagné d'une inextricable situation de chaos, portant même les talibans au pouvoir. Chacune de ces opérations destinées à imposer « l'ordre » de la *Pax americana*, n'a fait que renforcer le chaos et la barbarie, obligeant les États-Unis à poursuivre leur fuite en avant guerrière.

« Pivot stratégique » vers l'Asie, guerre en Ukraine : une nouvelle étape dans le chaos mondial

Ces échecs ne constituent à eux seuls les raisons du retrait des troupes américaine d'Irak et d'Afghanistan. ⁽⁵⁾ En effet, dès 2011, joignant la parole aux actes, la Secrétaire d'État Hillary Clinton annonçait l'adoption d'un « pivot stratégique vers l'Asie ». Loin d'un prétendu « désengagement » des affaires du monde, cette orientation politique du mandat de Barack Obama était reprise par Donald Trump avec le slogan « America first ». Alors que, par le passé la Chine occupait une place de second plan au sein de l'arène mondiale, elle a progressivement pris la dimension d'un véritable challenger, inquiétant et menaçant de plus en plus ouvertement une bourgeoisie américaine déterminée à conserver son statut de leader. Face à la montée en puissance de la Chine, l'objectif était clairement annoncé : « placer l'Asie au cœur de la politique américaine », ce que la fraction autour de Joe Biden a dû poursuivre et renforcer. Mais loin d'avoir « déserté » les autres grands points chauds, ce repositionnement permettait de donner un nouveau souffle à l'impérialisme américain. L'impression de « désengagement » amenait certains rivaux des États-Unis à s'engager dans leurs propres entreprises impérialistes, là où l'oncle Sam n'était plus présent. Beaucoup, comme la Russie, payent cette sous-estimation au prix fort ! En lançant ses troupes dans une invasion militaire ubuesque en Ukraine, la Russie envisageait de desserrer l'étau qui l'étouffe désormais davantage. Elle tombait ainsi dans un piège tendu par la bourgeoisie américaine. ⁽⁶⁾

En réalité, le désengagement américain, correspond à une vision planétaire, à plus long terme, dictée par la volonté d'endiguer la Chine devenue une puissance impérialiste menaçant ses intérêts vitaux. De ce fait, l'offensive actuelle des États-Unis, par la pression qu'ils exercent sur les pays européens, comme à travers la contre-offensive spectaculaire de l'Ukraine permise par un soutien logistique et matériel sophistiqué, ou le maintien de la pression diplomatique sur l'Iran (à propos du programme nucléaire) et sur le continent africain avec les voyages de son chef de la diplomatie Antony Blinken face aux appétits

⁵ D'ailleurs, comme l'a démontré l'assassinat du chef d'Al Qaida, Ayman Al-zawahiri, le 31 juillet 2022, les États-Unis n'ont nullement renoncé à peser sur la situation de ce pays.

⁶ Cf. « Signification et impact de la guerre en Ukraine », *Revue internationale* n° 168 (2022).

de la Russie et de la Chine, restent toujours déterminés à lutter contre le déclin historique de leur leadership. En contrecarrant les « routes de la soie » chinoises vers l'Europe par la guerre en Ukraine et en contrôlant davantage les routes maritimes du Pacifique-Sud, les États-unis ont réussi, pour l'instant, à contraindre la Chine à n'étendre ses ambitions que par voies terrestres et dans une sphère limitée. Conscients que la Chine est loin de pouvoir encore égaler leur puissance militaire, les États-unis mettent à profit cette faiblesse pour maintenir la pression et même se permettre des provocations comme celle du voyage très politique et symbolique de la démocrate Nancy Pelosi à Taiwan. Cet affront sans précédent, révélant la relative impuissance de la Chine, peut se reproduire à l'avenir, risquant peut-être de pousser Pékin dans des aventures militaires dangereuses, même si, jusqu'ici, la bourgeoisie chinoise évite prudemment toute confrontation directe avec les États-Unis.

Les leçons de 30 ans de chaos mondial

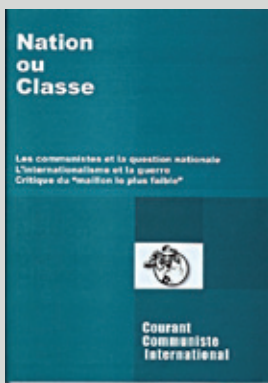
De toute cette évolution liée aux agissements de l'impérialisme américain, nous pouvons tirer quelques leçons :

- loin d'être basé sur la simple raison ou même sur la simple recherche du profit économique immédiat, le mobile de l'action de l'impérialisme américain, comme celui des autres grandes puissances, est de défendre son rang dans un monde de plus en plus chaotique, participant ainsi à renforcer la foire d'empoigne, le chaos et les destructions ;
- afin d'assurer cet objectif de plus en plus irrationnel, les États-Unis n'hésitent pas à semer le chaos en Europe, comme on le voit avec le piège tendu à la Russie, les armes sophistiquées et l'aide militaire qu'ils délivrent à l'Ukraine pour entretenir la guerre en épuisant leur rival ;
- pour défendre leur rang, la seule force sur laquelle compter est bien confirmée : celle des armes. C'est ce que montre toute la trajectoire de l'Oncle Sam, devenu ces dernières décennies le fer de lance du militarisme, du *chacun pour soi* et du chaos guerrier. D'ores et déjà, nous vivons le plus grand chaos de l'histoire des sociétés humaines.

Dans sa phase ultime de décomposition, le capitalisme plonge ainsi le monde dans la barbarie et conduit inexorablement vers des destructions gigantesques. Cet effroyable tableau et l'horreur installée au quotidien nous montrent à quel point les enjeux et la responsabilité de la classe ouvrière mondiale sont cruciaux. Il en va bel et bien aujourd'hui de la survie de l'espèce humaine.

WH/15.09.2022

Lisez les brochures du CCI



Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie progressive et oublier les paroles de Marx : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », paroles qui se rapportent justement à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

« La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale ni les intérêts économiques ou politiques des masses populaires quelles qu'elles soient, c'est uniquement un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régions qui ne sont pas encore soumises au Capital.

A l'époque de cet impérialisme déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme ».

Rosa Luxemburg, Brochure de Junius, 1915.

Les prolétaires se battent pour leur propres intérêts de classe

Dès la fin de la «semaine de deuil» de la reine, avec ses hymnes glorifiant l'unité nationale, plus de 500 dockers de Liverpool se sont mis en grève, suivis immédiatement par les dockers de Felixstowe qui avaient déjà fait grève dans les semaines précédant la mort de la reine. Les grèves prévues dans les chemins de fer, reportées par les syndicats «par respect pour la reine», sont maintenues et seront accompagnées d'autres grèves dans les postes, les bus et le métro. D'autres conflits, impliquant des éboueurs, des ouvriers du bâtiment, des magasiniers d'Amazon et d'autres encore, se poursuivent. Les travailleurs de l'éducation et d'autres secteurs ont également soumis la grève au vote. «L'été de la colère» semble se transformer en un automne chaud et peut-être en un autre «hiver du mécontentement», alors que les prolétaires sont confrontés à la hausse des prix et à des augmentations de salaire minuscules.

Entre-temps, la presse de gauche a dénoncé le «mini-budget» du gouvernement Truss, qui a ostensiblement supprimé le plafond des primes accordées aux banquiers et offert des réductions d'impôts qui profiteront clairement aux très riches, comme une déclaration de guerre de la part du gouvernement Truss. Et c'est bien sûr exact : la classe dirigeante est constamment en guerre contre ceux qu'elle exploite et, surtout en temps de crise, elle est obligée d'abaisser le niveau de vie des exploités, qu'elle le fasse grossièrement et ouvertement ou de manière plus subtile, étape par étape. La lutte des classes n'est pas une déformation idéologique, un choix adopté par nos gouvernants : elle est la réalité fondamentale de ce système social, qui ne peut vivre et « pousser » que dans le sol de l'exploitation du travail de la majorité.

Mais ce que les grèves de cet été et de cet automne ont montré, c'est que la classe exploitée fait les premiers pas vers la lutte sur son propre terrain de classe et pour ses propres intérêts.

Signification du retour de la lutte de classe au Royaume-Uni

Nous avons écrit dans notre récent tract sur la signification internationale des luttes en Grande-Bretagne qu'elles sont un signe que la classe ouvrière n'a pas disparu, qu'elle n'a pas été engloutie par la désintégration accélérée du système capitaliste. Elles sont une sorte d'appel à la classe ouvrière mondiale pour qu'elle réponde aux attaques contre ses conditions de travail et d'existence en reprenant le chemin de la lutte.

Le système capitaliste a d'abord pris racine en Grande-Bretagne, et pendant la période d'ascendance du capitalisme au XIXe siècle, la classe ouvrière britannique a été, à certains moments, à l'avant-garde du mouvement ouvrier international. C'est en Grande-Bretagne que les travailleurs ont d'abord formé des syndicats pour se défendre contre une exploitation brutale, et plus tard un parti politique, les Chartistes, qui cherchait à mettre en avant les intérêts indépendants de la classe au parlement et dans la société dans son ensemble.

Les syndicats et les partis créés par les travailleurs sont depuis longtemps devenus des rouages du système capitaliste, mais l'esprit combatif de la classe ouvrière n'est pas mort avec eux, qu'il s'agisse de «Glasgow la rouge» en 1919, de la grève générale de 1926 ou, à la fin des années 1960 et dans les années 1970, des vagues de lutte qui ont marqué le retour du prolétariat après la longue contre-révolution qui s'est abattue sur la classe ouvrière internationale à partir de la fin des années 1920.

C'est pour contrer la combativité de la classe ouvrière en Grande-Bretagne que la bourgeoisie, dirigée par le gouvernement Thatcher mais avec le soutien total de la classe dominante

mondiale, a lancé une contre-offensive majeure. Celle-ci a pris sa forme la plus évidente dans la défaite de la grève des mineurs, qui a duré un an et a ouvert la porte non seulement à la fermeture des mines, mais aussi au démantèlement de secteurs entiers de l'industrie britannique. Mais les dockers ont eux aussi subi d'importantes défaites en 1989 et à nouveau en 1995-98.

Le processus de désindustrialisation avait ses motivations économiques (en particulier la recherche de taux de profit plus élevés dans les économies émergentes), mais ce n'est pas un hasard s'il a également dispersé certains des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière, non seulement les mineurs, mais aussi les travailleurs des chantiers navals, des aciéries et des usines automobiles, des docks et ainsi de suite, tandis que les nouvelles mesures de privatisation ont également fait en sorte que des secteurs importants comme les cheminots ne soient plus confrontés au seul patron étatique, mais à plusieurs, et puissent donc être plus facilement divisés.

Tout cela s'est accompagné d'une nouvelle offensive idéologique, basée sur le thème de la fin de la lutte des classes, de la lutte des classes reléguée aux livres d'histoire. Avec l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-91, cette campagne a pris de l'ampleur dans le monde entier, insistant encore plus fortement sur le fait que la classe ouvrière était morte et que toute idée qu'elle pourrait changer le système actuel ne pouvait aboutir qu'à un échec. La «mort du communisme», (1) nous disait-on, signifiait la fin de tout espoir d'une alternative au capitalisme.

L'effondrement du bloc de l'Est a marqué l'entrée du capitalisme dans une nouvelle et dernière phase de sa décadence, marquée par une fragmentation et un chaos croissants à tous les niveaux. Une fois encore, ce processus a frappé la classe ouvrière britannique avec une sévérité particulière, accentuant l'atomisation sociale, alimentant la montée des violences urbaines, nourrissant les divisions entre les différents groupes ethniques, mettant en avant de nouvelles «identités» pour remplacer l'identité de classe et donc la solidarité de classe. Au cours de la dernière décennie, toutes ces divisions ont été exacerbées par la campagne autour du Brexit et par l'intensification des «guerres culturelles» alimentées par les ailes gauche et droite de la bourgeoisie.

La classe ouvrière britannique a donc eu particulièrement du mal à se remettre des revers des années 1980 et 1990. Mais aujourd'hui, malgré ce long recul, malgré toutes les divisions, la classe ouvrière relève la tête, et dans bien des cas, ce sont les secteurs «traditionnellement» combatifs, ceux qui ont une longue histoire de luttes passées (chemins de fer, docks, bus, poste) qui donnent l'exemple et peuvent être suivis par d'autres secteurs, plus nombreux mais n'ayant pas toujours la même expérience de lutte : éducation, santé, distribution, etc. La crise économique, et surtout la flambée de l'inflation, pose la nécessité objective pour tous les travailleurs de lutter ensemble, et ce faisant, de retrouver le sentiment d'appartenir à une classe avec ses propres intérêts indépendants et, en définitive, avec sa propre alternative pour l'avenir de la société. Bien que ces luttes ne s'opposent pas directement à la poussée capitaliste vers la guerre ou ne dénoncent pas ouvertement les appels au sacrifice au nom du conflit entre l'OTAN et l'impérialisme russe, le fait même qu'elles aient lieu 1) Cette campagne reposait sur un mensonge : l'identification du communisme au capitalisme d'État stalinien. face à de tels appels est la preuve que la classe ouvrière, surtout dans les pays centraux du système, n'est pas prête à se sacrifier sur l'autel de la guerre capitaliste.

Grèves syndicales et luttes «sauvages»

La plupart des grèves dans les secteurs clés ont été bien contrôlées par les syndicats, qui ont rempli leur rôle pour le capitalisme en maintenant les grèves isolées les unes des autres (tout comme ils l'ont fait avec les mineurs et d'autres secteurs dans les années 1980), en les répartissant sur différents jours, même parmi les travailleurs de différentes parties du système de transport (rail, métro, bus...), et souvent limitées à un ou deux jours de grève avec un préavis donné longtemps à l'avance.



Mais un signe de la combativité sous-jacente des travailleurs est le rôle prépondérant joué par les dirigeants syndicaux de gauche. Mick Lynch, du RMT (le principal syndicat ferroviaire), a été le plus en vue, et il a été largement loué pour sa capacité à répondre à des questions hostiles lors d'interviews dans les médias. Par exemple, il a répondu à l'accusation des médias selon laquelle les grèves ferroviaires étaient menées au nom d'un secteur privilégié, en insistant sur le fait que ses membres se battaient parce que tous les travailleurs étaient attaqués et devaient lutter ensemble. La secrétaire générale du syndicat Unite, Sharon Graham, s'est distancée de l'attitude mièvre des travaillistes à l'égard des grèves et a pris le contrepied de ses propres bureaucrates en créant des «comités combinés» réunissant des représentants syndicaux de différents secteurs (déchets, entrepôts, hôtellerie, etc.). Nous ne devrions pas être surpris si, alors que les luttes se poursuivent en automne et en hiver, nous entendons davantage d'appels à l'unité de la classe ouvrière et davantage d'actions communes, de manifestations, etc. Les groupes gauchistes, comme le Socialist Workers' Party (SWP), présentent frauduleusement cela comme la preuve que la base peut forcer les dirigeants à se battre s'ils exercent une pression suffisante sur eux, mais pour les communistes qui comprennent que les syndicats sont devenus des organes d'État, la radicalisation des syndicats obéit à la nécessité de s'adapter au mouvement de la classe afin d'en garder le contrôle.

L'esprit combatif des travailleurs s'est également exprimé par des actions non officielles, voire des grèves sauvages, dans différents secteurs. Dans leur article : «Wildcat Strikes in the UK : Getting Ready for a Hot Autumn», la Tendance communiste internationaliste (TCI) en a dressé une liste (non exhaustive) : «10 mai : une centaine d'éboueurs de Welwyn Hatfield ont débrayé pour protester contre un directeur accusé de sexisme, de racisme et d'intimidation. 11 mai : quelque 300 ouvriers du bâtiment d'une raffinerie de Hull se sont mis en grève parce que le paiement des salaires était retardé ou incomplet. 17 mai : plus d'un million d'ouvriers de l'industrie pétrolière offshore de la mer du Nord ont débrayé sur 19 plates-formes pour exiger que leurs salaires correspondent à l'inflation. 27 juillet : une centaine d'ouvriers d'une usine alimentaire de Bury ont débrayé parce qu'ils n'avaient pas droit à des

pauses correctes au travail. 3 août : des centaines de travailleurs d'Amazon sur divers sites à Tilbury, Rugeley, Coventry, Bristol, Dartford et Coalville ont organisé des débrayages et des ralentissements en réponse à une «augmentation» de salaire de seulement 35 pence de plus par heure. 10 août : des centaines de travailleurs contractuels, y compris des échauffeurs et des ouvriers d'entretien, dans des raffineries, des usines chimiques et d'autres installations à Teesside, Grangemouth, Pembroke, Fife, Fawley et Drax, ont débrayé dans une lutte pour les salaires, faisant le piquet devant les automobilistes entrant et sortant des

installations».

La TCI a donné suite à cet article en publiant l'appel du comité de grève des travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière offshore, qui explique pourquoi ils lancent une «lutte sauvage» sans attendre un scrutin syndical : «Nos syndicats disent qu'ils n'ont pas actuellement les effectifs nécessaires pour voter la grève. Nous disons que c'est de la foutaise car toute la Mer du Nord est absolument furieuse du traitement qui nous est réservé.

Les grèves sauvages dont on parle et qui sont prévues sont le résultat d'années d'inaction de la part des syndicats et de nos employeurs et nous ont donné l'impression que nous ne pouvons obtenir des résultats qu'en prenant les choses en main.

Nous sommes passés par toutes les étapes de la procédure de règlement des griefs. Nous avons utilisé les canaux appropriés, mais nous avons l'impression qu'on nous mène en bateau.

L'ensemble du Royaume-Uni est en colère contre le coût de la vie. Nous ne sommes pas différents».

Cette grève a été dénoncée par le RMT, Unite et le GMB qui ont déclaré dans une lettre commune : «Notre préoccupation est qu'une action non officielle risque de tout compromettre. Certains exploitants de l'ancienne infrastructure utiliseront l'agitation industrielle pour justifier un déclassement anticipé et tout ce que nous obtiendrons, c'est davantage de licenciements. D'autres verront une main-d'œuvre divisée et l'exploiteront».

Les actions chez Amazon sont également intéressantes, car la majorité des travailleurs ont fait grève sans faire partie d'un syndicat. Le groupe «ouvriériste» Notes from Below a publié des comptes rendus de certains des travailleurs impliqués dans les grèves, celui-ci provenant du «Fulfilment Centre» d'Amazon à Coventry : «Nous avons travaillé pendant toute la pandémie de Covid, y compris pendant les confinements. Nous attendons des informations sur cette augmentation de salaire depuis le mois d'avril, chacun s'attendant à recevoir au moins 2€ de plus par heure. Cependant, la direction a annoncé mercredi que nous n'aurions qu'une augmentation de 50 pence par heure.

Nous n'avons prévu de nous mettre en grève que deux heures avant que cela ne se produise. Nous avions vu les grèves des centres de distribution de Tilbury et de Rugeley sur TikTok pendant notre pause, et cela nous a donné envie

de faire grève. Nous avons regardé ces vidéos à 11 heures et avons commencé à diffuser l'idée d'un débrayage par la bouche à oreille dans l'entrepôt. À 13 heures, plus de 300 personnes avaient débrayé et cessé de travailler. Au début, nous n'avons reçu aucune aide des syndicats pour les grèves. Nous avons tout organisé nous-mêmes. Cependant, après notre débrayage, le GMB a pris contact avec nous pour adhérer au syndicat et nous donner des conseils».

Ce récit met en lumière un certain nombre de questions : un élément de la montée actuelle de la colère de classe est le fait que de nombreux secteurs (santé, recyclage, transport, distribution, etc.) à qui l'on a dit pendant la pandémie que leur travail était essentiel et qu'ils étaient des héros, sont maintenant récompensés par des augmentations de salaire insultantes. Elle montre également la capacité des travailleurs à mener des actions de grève sans aucune «assistance» syndicale, comme le décrit plus en détail un compte-rendu de la première vague de lutte sauvage chez Amazon.

Mais cela montre aussi que les syndicats, dans l'intérêt de la classe dominante, sont toujours prêts à intervenir et à «organiser» les travailleurs. S'il ne s'agit pas d'un syndicat officiel comme le GMB (qui se qualifie lui-même de «syndicat pour tous les travailleurs»), comme c'est le cas ici, il existe un certain nombre d'organisations «de base», semi-syndicalistes, comme les United Voices of the World et l'IWGB (The Independent Workers' Union of Great Britain), qui se sont spécialisées dans le recrutement des secteurs les plus précaires, jusqu'ici ignorés par les principales instances syndicales. Sans oublier que le niveau le plus bas des syndicats officiels, les délégués syndicaux ou les organisateurs locaux, peuvent également mettre en place des comités de grève et des coordinations pseudo-indépendantes qui ne sont pas de véritables expressions des réunions de masse des grévistes et qui cherchent à agir comme le dernier rempart des syndicats.

Les syndicats, et l'idéologie de base du syndicalisme, ont une très longue histoire en Grande-Bretagne et il faudra beaucoup de temps et de nombreuses confrontations avec le sabotage syndical avant que les travailleurs ne soient capables de développer des formes d'organisation autonomes à grande échelle, en particulier des assemblées générales souveraines où les travailleurs peuvent débattre et prendre leurs décisions sur la manière d'étendre et d'unir leurs luttes. Il est également probable que les nouvelles mesures «antisyndicales» annoncées par le gouvernement Truss contribueront à renforcer l'idée que les syndicats appartiennent réellement aux travailleurs et qu'ils doivent être défendus, même si les syndicats sont devenus très habiles pour contrôler et normaliser la législation antigreve précédente (bulletins de vote, enfermement sur les piquets de grève corporatistes, etc.)

Néanmoins, nous pouvons voir dans certains de ces exemples récents que l'authentique tradition de classe consistant à décider des actions lors des assemblées générales, à organiser des piquets de grève de masse et à appeler directement d'autres lieux de travail à se joindre à la lutte, n'a nullement disparu de la mémoire collective de la classe ouvrière en Grande-Bretagne et existe toujours sous une forme embryonnaire. La vague actuelle de grèves est une préparation essentielle pour que les luttes de l'avenir atteignent les niveaux d'auto-organisation indispensables qui permettront aux travailleurs d'unifier leurs luttes.

Amos/3.10.2022

(1) Cette campagne reposait sur un mensonge : l'identification du communisme au capitalisme d'État

La signification de « l'été de la colère » en Grande-Bretagne

Le retour de la combativité du prolétariat mondial

Certains événements ont une portée qui ne se limite pas au niveau local ou immédiat, mais ont une signification au niveau international. De par le nombre de secteurs affectés, la combativité des ouvriers engagés dans la lutte et le soutien très large envers les grèves parmi la population ouvrière, la vague de grèves qui s'est propagée en Grande-Bretagne depuis l'été est un événement d'une importance incontestable sur le plan britannique. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que la signification historique de ces combats dépasse largement leur dimension locale ou encore leur déroulement ponctuel.

Depuis des dizaines d'années, la classe ouvrière des métropoles européennes subit la pression étouffante de la décomposition du capitalisme. Plus concrètement, depuis 2020, elle a subi quatre vagues de Covid et ensuite l'horreur de la barbarie guerrière en Europe avec l'invasion russe et la guerre en Ukraine. Bien qu'ayant affecté la combativité ouvrière, celles-ci ne l'avaient pas fait disparaître, comme l'ont souligné encore des luttes aux États-Unis, en Espagne en Italie ou en France, en Corée et en Iran fin 2021 et début 2022.

Cependant, la vague de grèves en Grande-Bretagne en réponse aux attaques contre le niveau de vie causées par l'approfondissement de la crise économique, accentuées par les conséquences de la crise sanitaire et surtout par la guerre en Ukraine, est d'une autre ampleur. Dans des circonstances difficiles, les ouvriers britanniques envoient un signal clair aux travailleurs du monde entier : nous devons nous battre même si, jusqu'à présent, nous avons subi des attaques et accepté des sacrifices sans être capable de réagir, aujourd'hui, « enough is enough », nous n'acceptons plus cela, il faut lutter. Voici la teneur du message envoyé aux ouvriers d'autres pays.

Dans ce contexte, l'entrée en lutte du prolétariat britannique constitue un événement de signification historique sur différents plans.

La combativité retrouvée du prolétariat britannique

Cette vague de luttes est menée par une fraction du prolétariat européen qui a le plus souffert du recul général de la lutte de classe depuis 1990. En effet, si dans les années 1970, bien qu'avec un certain retard par rapport à d'autres pays comme la France, l'Italie ou la Pologne, les travailleurs britanniques avaient développé des luttes très importantes culminant dans la vague de grèves de 1979 (« l'hiver de la colère »/ the « winter of discontent »), la GB a été le pays européen où le recul de la combativité durant ces 40 dernières années a été le plus marqué.

Durant les années 1980, la classe ouvrière britannique a subi une contre-offensive efficace de la bourgeoisie qui a culminé dans la défaite de la grève des mineurs de 1985 face à M. Thatcher, la « dame de fer » de la bourgeoisie britannique. Par ailleurs, la Grande-Bretagne a été particulièrement touchée par la désindustrialisation et le transfert d'industries vers la Chine, l'Inde ou l'Europe de l'est. Aussi, lorsque la classe ouvrière subit un recul généralisé sur le plan mondial en 1989, celui-ci a été particulièrement marqué en Grande-Bretagne.

De plus, au cours de ces dernières années, les travailleurs anglais ont subi la déferlante de mouvements populistes et surtout la campagne assourdissante du Brexit, stimulant la division en leur sein entre « remainers » et « leavers », et ensuite la crise du Covid qui a lourdement pesé sur la classe ouvrière, en particulier en Grande-Bretagne. Enfin, plus récemment encore, elle a été confrontée dans le cadre de la guerre

en Ukraine à un battage démocratique pro-ukrainien intense et un discours belliciste particulièrement abject.

La « génération Thatcher » avait subi une défaite importante, mais aujourd'hui, une nouvelle génération de prolétaires apparaît sur la scène sociale, qui n'est plus affectée, comme l'avaient été leurs aînés, par le poids de ces défaites et relève la tête en montrant que la classe ouvrière est capable de riposter par la lutte à ces attaques importantes. Toute proportion gardée, nous constatons un phénomène assez comparable (mais non identique) à celui qui a vu la classe ouvrière française surgir en 1968 : l'arrivée d'une jeune génération moins affectée que ses aînés par le poids de la contre-révolution.

L'importance internationale de la classe ouvrière britannique

L'« été de la colère » ne peut que constituer un encouragement pour l'ensemble des travailleurs de la planète et cela pour plusieurs raisons : il s'agit de la classe ouvrière de la 5^e puissance économique mondiale, et d'un prolétariat anglophone, dont l'impact des luttes ne peut être qu'important dans des pays comme les États-Unis, le Canada ou encore dans d'autres régions du monde, comme en Inde ou encore en Afrique du Sud. L'anglais étant par ailleurs la langue de communication mondiale, l'influence de ces mouvements surpasse nécessairement celui que pourrait avoir des luttes en France ou en Allemagne par exemple. Dans ce sens, le prolétariat anglais montre le chemin non seulement aux travailleurs européens, qui devront être à l'avant-garde de la montée de la lutte de classe, mais aussi au prolétariat mondial, et en particulier au prolétariat américain. Dans la perspective des luttes futures, la classe ouvrière britannique pourra ainsi servir de trait d'union entre le prolétariat d'Europe occidentale et le prolétariat américain.

Cette importance se mesure également à la réaction inquiète de la bourgeoisie, en particulier en Europe occidentale, par rapport aux dangers que recèle l'extension de la « dégradation de la situation sociale ». C'est en particulier le cas en France, en Belgique ou en Allemagne où la bourgeoisie, contrairement à l'attitude de la bourgeoisie britannique, a pris des mesures pour plafonner les hausses de pétrole, de gaz et d'électricité ou bien pour compenser au moyen de subventions ou de baisse d'impôts l'impact de l'inflation et de la hausse des prix et clame haut et fort qu'elle veut protéger le pouvoir d'achat des travailleurs. De même, le large écho accordé dans les médias au décès de la Reine Élisabeth et aux cérémonies des obsèques est destiné à flouter les images de lutte de classe et diffuser au contraire le tableau d'une population britannique unie, communiant dans la ferveur nationale et respectueuse de l'ordre constitutionnel bourgeois. La bourgeoisie sait parfaitement que l'approfondissement de la crise et les conséquences de la guerre iront crescendo. Or, le fait que, dès à présent, un mouvement massif se développe face aux premières attaques, qui sont similaires pour toutes les fractions du prolétariat non seulement en Angleterre mais en Europe et même dans le monde, ne peut qu'inquiéter profondément la bourgeoisie alors qu'elle devra irrémédiablement en porter de nouvelles dans le contexte actuel.

Une rupture dans la dynamique de la lutte de classe internationale

Bien que le prolétariat ouest européen n'ait pas été vaincu durant ces quarante dernières années - contrairement à ce qui s'était passé avant les deux guerres mondiales - le recul au niveau

de sa conscience de classe après 1989 (résultant en particulier de la campagne sur la « mort du communisme ») avait cependant été significatif. Ensuite, l'approfondissement de la décomposition à partir des années 1990 avait affecté de plus en plus son identité de classe, et cette tendance n'avait pu être inversée par des mouvements de lutte ou des expressions de réflexion minoritaires dans les deux premières décennies du 21^e siècle, tels que la lutte contre le Contrat Première Embauche (CPE) en France en 2006, le mouvement des « Indignados » en Espagne en 2011, les luttes à la SNCF et à Air France en 2014 et le mouvement de lutte contre la réforme des pensions en 2019 en France ou encore le « Striketober » aux États-Unis en 2021.

De plus, tout au long des deux premières décennies du 21^e siècle, la classe ouvrière mondiale a été confrontée dans ses luttes au danger de mouvements interclassistes, comme en France avec les actions des « gilets jaunes », au poids de mobilisations populistes comme le mouvement MAGA (« Make America great again ») aux États-Unis, ou encore aux campagnes bourgeoises comme les « marches pour le climat » ou le mouvement « Black lives matter » et les mobilisations en faveur de la liberté d'avortement aux États-Unis. Plus récemment, face aux premières conséquences de la crise, de nombreuses révoltes populaires ont éclaté dans différents pays d'Amérique latine contre la hausse des prix des carburants et autres denrées de première nécessité. L'ensemble de ces mouvements constitue un danger pour les travailleurs qui risquent ainsi d'être entraînés dans des luttes interclassistes, où ils sont noyés dans la masse des « citoyens » ou carrément placés sur un terrain bourgeois.

Or, seul le prolétariat propose une alternative face aux désastres qui marquent notre société. Et justement, contre ces mouvements qui entraînent les travailleurs sur de faux terrains, l'apport fondamental de la vague de grèves des travailleurs britanniques est l'affirmation que la lutte contre l'exploitation capitaliste doit se situer sur un clair terrain de classe et poser de claires revendications ouvrières contre les attaques visant le niveau de vie des travailleurs : « *Mais en outre, et c'est là l'élément qui détermine en dernier ressort l'évolution de la situation mondiale, le même facteur qui se trouve à l'origine du développement de la décomposition, l'aggravation inexorable de la crise du capitalisme, constitue le stimulant essentiel de la lutte et de la prise de conscience de la classe, la condition même de sa capacité à résister au poison idéologique du pourrissement de la société. En effet, autant le prolétariat ne peut trouver un terrain de rassemblement de classe dans des luttes partielles contre les effets de la décomposition, autant sa lutte contre les effets directs de la crise elle-même constitue la base du développement de sa force et de son unité de classe* ». ⁽¹⁾ Le développement de cette combativité massive dans des luttes pour la défense du pouvoir d'achat est pour le prolétariat mondial une condition incontournable pour engager le processus permettant de surmonter le profond recul qu'il a subi depuis l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes staliniens et de recouvrer son identité de classe et sa perspective révolutionnaire.

Bref, autant du point de vue historique que du contexte actuel auquel est confrontée la classe ouvrière, cette vague de grèves en Grande-Bretagne constitue dès lors une rupture dans la dynamique de la lutte de classe,

1 « Thèses sur la décomposition » (1991), *Revue Internationale* n°107, (2001)

capable de provoquer un « changement d'atmosphère » sociale.

Une lutte contre les attaques économiques exacerbées par la guerre impérialiste

L'importance de ce mouvement ne se limite pas au fait qu'il met fin à une longue période de relative passivité. Ces luttes se développent à un moment où le monde est confronté à une guerre impérialiste de grande ampleur, une guerre qui oppose, en Europe, la Russie à l'Ukraine mais qui a une portée mondiale avec, en particulier, une mobilisation des pays membres de l'OTAN. Une mobilisation en armes mais aussi économique, diplomatique et idéologique. Dans les pays occidentaux, le discours des gouvernements appelle aux sacrifices pour « défendre la liberté et la démocratie ». Concrètement, cela veut dire qu'il faut que les prolétaires de ces pays se serrent encore plus la ceinture pour « témoigner leur solidarité avec l'Ukraine », en fait avec la bourgeoisie ukrainienne et celle des pays occidentaux.

Face au conflit en Ukraine, appeler à une mobilisation directe des travailleurs contre la guerre est illusoire ; cependant, le CCI a mis en évidence dès février 2022 que la réaction ouvrière allait se manifester sur le terrain des attaques contre leur pouvoir d'achat, qui sont le produit de l'accumulation et de l'interconnexion des crises et catastrophes de la période passée. De telles luttes iraient aussi à l'encontre de la campagne appelant à accepter des sacrifices pour soutenir « l'héroïque résistance du peuple ukrainien ».

Par ailleurs, la mobilisation contre l'austérité capitaliste contient à terme aussi une opposition contre la guerre.

Voilà aussi ce que les grèves du prolétariat au Royaume-Uni portent en germe, même si les travailleurs n'en ont pas toujours pleinement conscience : le refus de se sacrifier encore et toujours plus pour les intérêts de la classe dominante, le refus des sacrifices pour l'économie nationale et pour l'effort de guerre, le refus d'accepter la logique de ce système qui mène l'humanité vers la catastrophe et, finalement, à sa destruction.

Bref, même si les luttes se limitent pour le moment à un seul pays, si elles s'épuisent et s'il ne faut sans doute pas s'attendre dans l'immédiat à une série de développements majeurs similaires dans différents pays, un jalon est posé. L'acquis essentiel de la lutte des ouvriers britanniques est de relever la tête et de se battre, la pire défaite étant de subir sans se battre. C'est sur cette base que des leçons peuvent être tirées et que la lutte peut avancer. Dans cette perspective, elles représentent un changement qualitatif et annoncent un changement dans la situation de la classe ouvrière face à la bourgeoisie : elles marquent un développement de la combativité sur un terrain de classe qui peut être l'amorce d'un nouvel épisode de la lutte, car c'est à travers ses luttes économiques massives que la classe ouvrière pourra recouvrer progressivement son identité de classe, érodée par la pression de plus de trente années de décomposition, par le reflux des luttes et de la conscience, des sirènes des mouvements interclassistes, du populisme et des campagnes écologistes, et qu'elle pourra ouvrir une perspective pour l'ensemble de la société. De ce point de vue, il y a un « avant » et un « après » l'été de 2022.

R. Havanais/22.09.2022

Le CCI organise le samedi 5 novembre une réunion publique à Anvers sur la signification de la vague de grèves au Royaume-Uni et en France

Egalement une permanence en ligne le samedi 22 octobre à 14h.

Plus d'info sur le site web:

fr.internationalism.org

Pour contacter le CCI:

benelux@internationalism.org

Lisez les brochures du CCI

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*



GRÈVES DANS LES RAFFINERIES FRANÇAISES ET AILLEURS...

La solidarité dans la lutte, c'est la force de notre classe!

Depuis le 27 septembre, les travailleurs des groupes pétroliers Total-Energies et Esso-ExxonMobil sont de plus en plus nombreux à lutter. Au moment où nous mettons sous presse, sept raffineries sur huit sont bloquées. Leur principale revendication est claire : pour faire face à la flambée des prix, ils réclament une augmentation des salaires de 10 %.

Tous les salariés, retraités, chômeurs, étudiants précaires, qui subissent aujourd'hui l'inflation, cette hausse vertigineuse des prix de l'alimentaire et de l'énergie, sont confrontés au même problème : des salaires, des pensions ou des indemnités qui ne permettent plus de vivre dignement. La détermination des grévistes des raffineries, leur colère et leur combativité, incarnent et concrétisent ce que ressent toute la classe ouvrière, dans tous les secteurs, du public ou du privé.

Les médias peuvent bien faire tourner en boucle les images de files d'attente interminables devant les stations-service, multiplier les reportages sur la galère des automobilistes qui souhaitent se rendre sur leur lieu de travail (eux !), rien n'y fait : cette lutte provoque, pour le moment, plus que de la sympathie dans les rangs prolétariens, elle suscite aussi le sentiment que les travailleurs de tous les secteurs sont dans la même galère !

Alors les médias aux ordres auront beau crier : « Regardez ces nantis qui touchent plus de 5 000 euros par mois ! ». Franchement qui peut croire un tel mensonge ? D'autant qu'ils nous font le coup à chaque grève des cheminots ou des travailleurs du secteur aérien... 5 000, 7 000, 10 000... Qui dit mieux ? En réalité, ces salariés ne touchent pas plus de 2 000 euros pour débiter, 3 000 pour certains en fin de carrière, comme les professeurs, les infirmiers, les ouvriers qualifiés, etc. Mais cette propagande devient de moins en moins audible au fil des mois, parce que grandit au sein de la classe ouvrière l'idée que nous sommes tous frappés par la dégradation des salaires et les attaques toujours plus insupportables.

autant de corporations, de secteurs et de revendications spécifiques. Parce qu'ils se partagent le travail d'encadrement des ouvriers entre organisations syndicales « radicales » et « conciliantes », jouant ainsi de divisions qui finissent par générer doutes et méfiance dans les rangs ouvriers.

Face à Macron et son gouvernement, les syndicats se présentent aujourd'hui comme radicaux, comme les champions de la lutte... pour mieux nous encadrer et nous séparer les uns des autres. En donnant crédit à l'idée de « taxer les superprofits » et de mieux « répartir les richesses », en dénonçant la réquisition par l'État des grévistes, de même qu'en vantant les vertus d'une véritable négociation, les « partenaires sociaux »

mais cette solidarité est demeurée platonique, se limitant à donner de l'argent aux caisses de « solidarité » mises en avant par la CGT dans les cortèges des manifestants. Or, la force de notre classe, ce ne sont pas les encouragements de loin ou la juxtaposition de grèves isolées les unes des autres.

Non ! Notre force c'est l'unité, c'est la solidarité dans la lutte ! Il ne s'agit pas de « converger », de se mettre les uns à côté des autres. La lutte des travailleurs est un seul et même mouvement : se mettre en grève et aller en délégation massive à la rencontre des travailleurs les plus proches géographiquement (l'usine, l'hôpital, l'école, le centre admi-

nistratif...) pour se rencontrer, discuter et gagner à la lutte de plus en plus de travailleurs ; organiser des assemblées pour débattre ; se rejoindre sur des revendications communes. C'est cette prise en main de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes, cette dynamique de solidarité, d'extension et d'unité qui a toujours fait trembler la bourgeoisie à travers l'histoire. En clair, tout le contraire de ce que font les syndicats.

Aujourd'hui, il est encore très difficile pour les exploités de mener eux-mêmes leur lutte ; cela leur paraît même impossible tant est présente l'idée assénée en permanence qu'il faut confier la direction de ces luttes aux « spécialistes »

syndicaux. Mais l'histoire ouvrière prouve le contraire ! C'est lorsque la direction de la lutte a été prise en main par les assemblées générales, décidant collectivement de la conduite du combat, nommant des comités de grève élus et révocables, responsables devant les assemblées, et non devant les différentes centrales syndicales qui n'hésitent jamais à étaler leurs divisions pour démoraliser les travailleurs, que ces derniers ont été les plus forts et ont pu faire reculer leurs exploiters.

Courant communiste international, 13 octobre 2022

PETIT RAPPEL...

Macron et derrière lui toute la bourgeoisie française, comme les syndicats, aimeraient nous faire croire que l'État est l'instrument de « l'intérêt commun », un organisme au-dessus des classes et de leurs petits intérêts particuliers. Mais en réalité, « l'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble » (Engels, *Anti-Dühring*, 1878). C'est bien l'État capitaliste, qu'il soit patron ou non, qui a contribué à la dégradation de nos salaires et de nos conditions de vie, qui a renforcé l'exploitation des ouvriers depuis des décennies !

(suite de la première page)

FACE À L'ACCÉLÉRATION DE LA BARBARIE CAPITALISTE

Meloni, est un exemple supplémentaire d'une tendance aggravée à la perte de contrôle sur son appareil politique par la bourgeoisie. De plus en plus, la classe dominante se trouve guidée dans sa gouvernance par des cliques de voyous sans scrupule, plus dangereux et irresponsables que jamais.

La seule réponse est la lutte de classe du prolétariat

La bourgeoisie reste d'ailleurs déterminée à vouloir accentuer l'exploitation, à faire payer sa crise insoluble et sa guerre au prolétariat. Cependant, il va désormais falloir davantage tenir compte de la lutte de classe. Alors que l'accélération de la décomposition avec la pandémie avait été un frein au développement de la combativité qui s'était exprimée, par exemple, en France à l'hiver 2019-2020, et bien que les luttes se soient fortement réduites après l'invasion de l'Ukraine, elles n'ont jamais totalement disparu. L'hiver dernier, des grèves avaient éclaté en Espagne et aux États-Unis. Cet été même, l'Allemagne a connu aussi des débrayages. Mais surtout, face à la crise, au chômage et au retour de l'inflation, l'ampleur de la mobilisation ouvrière au Royaume-Uni constitue une véritable rupture avec les dernières expressions de luttes sur le plan international. Elle initie un véritable changement d'état d'esprit. Ces grèves constituent un nouvel événement de dimension historique. En effet, après presque quarante années de quasi-étouffoir en Grande-Bretagne, des grèves hautement symboliques s'y sont multipliées dès le mois de juin, mettant en mouvement de nouvelles générations ouvrières prêtes à relever la tête et à combattre pour leur dignité, servant de relais et d'encouragement pour d'autres mouvements futurs. Malgré la campagne idéologique internationale qui a accompagné les obsèques royales, les dockers de Liverpool, qui avaient été défaits dans les années 1990, ont ainsi annoncé de nouvelles mobilisations. Les syndicats prennent déjà les devants et se radicalisent, jouant leur rôle de saboteurs et de diviseurs. Même si ce mouvement connaîtra nécessairement un reflux, il est déjà une victoire par son exemplarité. Mais le chemin de la lutte internationale du prolétariat

reste encore long avant que ce dernier puisse retrouver son identité de classe et défendre de façon déterminée sa propre perspective révolutionnaire. Son chemin est semé d'embûches. Les risques de dévier de son propre terrain de classe en se diluant dans des luttes interclassistes avec la petite-bourgeoisie aux abois ou dans des luttes parcellaires, à la remorque de mouvements petit-bourgeois ou bourgeois, comme celui initié par les mouvements « féministes » ou « antiracistes », ne sont pas sans graves dangers, notamment dans les pays de la périphérie. Ainsi, la révolte qui s'est propagée en Iran suite à la mort de Mahsa Amini, fin septembre, a vu un prolétariat risquant d'être noyé dans un mouvement populaire. Il en va de même en Russie, où la situation semble confuse du fait d'un refus plus individuel que collectif pour résister et s'opposer à la mobilisation militaire. Mais de façon plus globale, les conditions pour un développement des luttes internationales de classe face aux attaques à venir, notamment du fait du développement

de l'inflation, du chômage et de la précarité extrême, ouvrent la possibilité de dégager les conditions nécessaires à l'affirmation de la perspective communiste, en particulier dans les pays centraux du capitalisme, là où le prolétariat est le plus expérimenté et s'est frotté aux pièges les plus sophistiqués de la bourgeoisie. La nouvelle décennie engagée laisse pour l'instant intacte la possibilité d'une telle affirmation historique du prolétariat, même si le temps ne joue plus en sa faveur aux vues des dévastations générées par le capitalisme. Cette décennie qui a commencé à la fois avec des luttes ouvrières et l'accélération de la réalité d'une barbarie et d'un chaos croissants, permettra très probablement de convaincre plus profondément la classe ouvrière que la seule alternative historique demeure : révolution communiste ou destruction de l'humanité !

WH/28 09.2022



La montée palpable de la colère et de la combativité dans de nombreux secteurs en France, ces dernières semaines, n'est donc pas une surprise. Elle s'inscrit, en effet, dans une dynamique plus large, plus ample, dans une dynamique internationale dont l'indice le plus significatif a été la lutte menée cet été (et qui continue) par les *workers* au Royaume-Uni. Dans notre tract international du 27 août nous écrivions ainsi : « *Il s'agit du mouvement le plus important de la classe ouvrière dans ce pays depuis des décennies ; il faut remonter aux immenses grèves de 1979 pour trouver un mouvement plus important et massif. Un mouvement d'une telle ampleur dans un pays aussi important que le Royaume-Uni n'est pas un événement "local". C'est un événement de portée internationale, un message aux exploités de tous les pays. [...] Les grèves massives au Royaume-Uni sont un appel au combat pour les prolétaires de tous les pays* ». Depuis, les grèves en Allemagne ou celles annoncées en Belgique, par exemple, n'ont fait que confirmer cette tendance.

Pour autant, la classe ouvrière fait face à une véritable faiblesse : le morcellement de ses luttes. Ces deux derniers mois, des grèves ont éclaté dans les transports (à Metz le 7 octobre, à Dijon le 8, à Saint Nazaire le 11, à l'échelle nationale du 17 au 23 octobre), dans le secteur de la petite enfance et dans la fonction publique territoriale (le 6 octobre), une journée de manifestation le 29 septembre essentiellement dans le secteur public, etc.

Pourquoi cette division ? Parce que les syndicats ont aujourd'hui entre leurs mains l'organisation de ces mouvements, qu'ils éparpillent et séparent en

donnent, par le jeu de leur « opposition », un coup de pouce à l'État qui cherche justement à apparaître comme le garant d'un arbitrage bienveillant. Et les médias, les dirigeants de la classe bourgeoise, d'enfoncer le clou en présentant la CGT et FO comme des « irresponsables jusqu'au-boutistes », tout cela pour mieux les crédibiliser aux yeux des exploités en leur prêtant une prétendue combativité alors que ces officines sont elles-mêmes des organes d'État, parfaitement institutionnalisées.

Aujourd'hui, nous apprenons que les salariés de la centrale nucléaire de Gravelines, la plus puissante d'Europe de l'Ouest, entrent à leur tour en grève. Tout comme les travailleurs de la SNCF, de la RATP ou de la grande distribution. Eux aussi demandent des hausses de salaire ! Dans quelques jours, le 18 octobre, une journée « interprofessionnelle » de grève et de manifestations est prévue dans le secteur de l'enseignement professionnel, dans les cliniques, dans les EHPAD privés... Autrement dit chacun dans son coin, les uns séparés des autres. D'ailleurs, aux micros de BFM TV, le leader de la CGT, Philippe Martinez ne veut surtout pas de mouvement unitaire de la classe. C'est pourquoi en brandissant la « grève générale », il orchestre la multiplication des actions locales : « *Il faut que dans toutes les entreprises, on discute d'actions et généraliser les grèves. Cela veut dire qu'il faut qu'il y ait des grèves partout* ». En clair : les syndicats organisent la division et l'éparpillement, entreprise par entreprise, sous couvert de « généralisation ».

Rappelons-nous de la faiblesse du mouvement social contre la réforme des retraites en 2019 : il y avait une grande sympathie pour les cheminots en grève,

Lisez aussi sur notre siteweb:

La destruction de la nature fait du communisme une nécessité brûlante

La destruction de la nature révèle l'accélération de la décomposition du capitalisme. L'article développe les axes suivants:

- Les conséquences désastreuses de la hausse des températures
- Le réchauffement climatique est inhérent au mode de production capitaliste.
- Changement climatique et guerre
- La "décroissance" : une fausse solution aux catastrophes climatiques croissantes

Marxisme et Écologie: C'est le capitalisme qui pollue la terre

Plus la civilisation capitaliste dure, plus elle nous rapproche d'une catastrophe écologique aux proportions planétaires, une catastrophe qui ne peut être évitée sans la destruction du système capitaliste,...

ABONNEMENTS

Abon. simple	Abonnement couplé : 10€
4€	INTERNATIONALISME (2 N°)
6€	REVUE INTERNATIONALE (2 N°)

Abonnement-diffuseur
à partir du 2^{ème} Internationalisme : 0,50 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2^{ème} Revue Internationale : 2,0 EUR par numéro supplémentaire.
Anciens numéros : 0,50

Contactez directement la section en question
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI
Abonnements par versement au compte BE44 0003 3519 7745
d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers (GC)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.
Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques. Vos contributions sont les bienvenues au compte de BE44 0003 3519 7745 au nom d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers (GareC), ou peuvent être versées lors de nos interventions.

DISCUSSIONS AVEC LE CCI

En cette période où les rassemblements physiques et les discussions et le débat sont encore difficiles, la confrontation fraternelle et argumentée des idées reste le cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques : benelux@internationalism.org

RÉUNIONS PUBLIQUES

La signification
de la vague de grèves
au Royaume-Uni et en France

En Novembre: à Anvers, Samedi 5 Novembre de 14h00 à 17h30
En Octobre: Samedi 22 Octobre en ligne (Français)

Consulter notre site-web pour plus d'informations:

fr.internationalism.org

• Ou contacter nous par e-mail: benelux@internationalism.org ;

Les modalités pour se connecter seront communiqués ultérieurement

A LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- Qu'est-ce que le combat historique de la classe ouvrière?
- Le prolétariat des grandes concentrations ouvrières est au cœur du combat pour l'émancipation de l'humanité
- Une déclaration internationaliste en Russie
- La France Insoumise, encore et toujours au service du capitalisme
- Élections en France: Seule la lutte de classe peut "changer le monde"
- Conflit impérialiste en Ukraine et les responsabilités des révolutionnaires
- Le capitalisme, c'est la guerre! Guerre au capitalisme!
- Montée de l'extrême-droite: Existe-t-il un danger fasciste aujourd'hui? (2005)
- Seul le renversement des lois du capitalisme pourra mettre fin à l'exclusion sociale
- La guerre et la capacité de réaction du prolétariat dans la situation actuelle
- Multiplications des incendies dans le monde: Le capitalisme brûle la planète!
- La bourgeoisie impose de nouveaux sacrifices, la classe ouvrière répond par la lutte
- Après six mois de barbarie guerrière en Ukraine, le prolétariat en Grande-Bretagne donne un début de réponse
- Ni le camp de Lula, ni le camp de Bolsonaro, ni aucun autre ! Contre tous les camps capitalistes, le seul avenir réside dans le développement de la lutte de classe du prolétariat.
- La révolution internationale n'a rien à voir avec les méthodes de la bourgeoisie et ses organisations d'extrême gauche!
- La Gauche communiste sur la guerre en Ukraine
- Anton Pannekoek : La destruction de la nature

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

écrire sans mention du nom de la publication

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse en France
Communist Internationalist (India)
(en langue Hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00 Haryana, INDIA
Diinya Devrimi (Turquie)
Ecrire à l'adresse en Suisse
Internacionalismo (Vénézuéla, Pérou, Ecuador)
Ecrire à l'adresse en France.
Internationalism (USA)
Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne
Internationalisme (Belgique)
BP 102, 2018 Anvers (Gare-C), Belgique

Internationell Revolution (Suede)

Ecrire à l'adresse en Suisse
Internasyonalismo, (Philippines)
Ecrire à l'adresse en Inde
Revolucion Mundial (Mexique)
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico
Revolution Internationale (France)
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6, France
Revolução Internacional (Brésil)
Ecrire à l'adresse en France

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469, 80100 Napoli, Italie
Wereldrevolutie (Pays-Bas)
Ecrire à l'adresse en Belgique.
Weltrevolution (Allemagne)
Ecrire à l'adresse en Suisse
Weltrevolution (Suisse)
Postfach 2216,
CH-8026 Zürich, Suisse
World Revolution (Royaume-Unis)
BM Box 869, London WC1N 3XX,
GRANDE-BRETAGNE
World Revolution (Australie)
Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne,

BROCHURES - LIVRES

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte BE44 0003 3519 7745 d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers (GC) (+2,1€ pour les frais d'envoi)

- Plate-forme et Manifeste € 2,50
- La décadence du capitalisme € 2,50
- Les syndicats contre la classe ouvrière € 2,50
- Nation ou classe € 3,00
- Organisation communiste et conscience de classe € 4,00
- La Gauche communiste d'Italie € 8,00
- La Gauche communiste Hollandaise - Allemande € 12,00

- La Gauche communiste Britannique (Ang) € 7,00
- La Gauche communiste de France € 4,00
- La Gauche communiste de Russie (Ang) € 10,00
- L'Etat dans la période de transition € 3,00
- Le trotskysme contre la classe ouvrière € 4,00
- Guerre du Golfe (1991) € 2,50
- Fascisme et démocratie, deux

- expressions de la dictature du capital € 4,50
- La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme € 3,00
- Le communisme n'est pas un bel idéal ..., mais ... € 3,00
- Comment le PCF est passé au service du capital € 3,00
- La Révolution d'octobre 17 € 3,00
- Les élections : un piège pour la classe ouvrière € 2,00

CCI en ligne



Courant Communiste International

Premier semestre 2022

Revue
Internationale

168

Guerre en Ukraine
Un pas de géant dans la barbarie
et le chaos généralisés
Rapport sur les tensions impérialistes (mai 2022)
Signification et impact de la guerre en Ukraine
Déclaration commune de groupes
de la Gauche communiste internationale
sur la guerre en Ukraine
Le capitalisme c'est la guerre,
guerre au capitalisme! (Tract international)
Comment le prolétariat
peut-il renverser le capitalisme?
Militarisme et décomposition
Actualisation du texte d'orientation de 1990
100 ans après la fondation de l'IC
Quelles leçons
pour les combats du futur? (4^e partie)
La communisme est à l'ordre du jour de l'histoire
Marc Chirik et l'Etat de la période de transition

Lisez

la Revue

Internationale

sommaire

1	Guerre en Ukraine Un pas de géant dans la barbarie et le chaos généralisés Les guerres de la décadence, toujours plus fratricides pour la bourgeoisie et sources de misères pour l'humanité La guerre en Ukraine est une guerre impérialiste Le prolétariat face à la guerre en Ukraine
4	Rapport sur les tensions impérialistes (mai 2022) Signification et impact de la guerre en Ukraine La guerre en Ukraine marque une accélération totale du militarisme Les fondements du conflit ukrainien L'invasion russe profite à court terme aux Etats-Unis Les conséquences de la guerre à plus long terme Les caractéristiques de l'escaladation actuelle du militarisme L'escalade des contradictions guerrières actuelles accentue l'exploitabilité Quel impact sur la classe ouvrière?
11	Déclaration commune de groupes de la Gauche communiste internationale sur la guerre en Ukraine
13	Le capitalisme c'est la guerre, guerre au capitalisme! (Tract international)
15	Comment le prolétariat peut-il renverser le capitalisme? L'importance déterminante du prolétariat d'Europe occidentale pour la future révolution Les guerres "locales" depuis la fin des années 1960 une confirmation en faveur du rôle particulier du prolétariat d'Europe occidentale Le prolétariat de l'Est, embourbé ou impuissant face à la guerre en Ukraine La situation du prolétariat de l'Ouest face aux attaques économiques de la bourgeoisie montre l'existence de la guerre en Ukraine Quels chemins et perspectives pour le développement de la lutte de classe?
26	Militarisme et décomposition Actualisation du texte d'orientation de 1990
27	100 ans après la fondation de l'Internationale communiste Quelles leçons pour les combats du futur? (4 ^e partie) Le parti bolchevique vient plus de 90 ans "Le combat contre le Lénine" La destruction de l'Internationale
30	La communisme est à l'ordre du jour de l'histoire Marc Chirik et l'Etat de la période de transition Les périodes de transition dans l'histoire Le rôle économique du prolétariat L'Etat comme levez Les origines de l'Etat et le rôle L'Etat comme incarnation de l'exploitation La négation de la négation La forme de l'Etat de transition Les conseils ouvriers de l'Etat

<http://www.internationalism.org>

schweiz@internationalism.org

CRISE ÉCONOMIQUE:

L'économie mondiale dans le tourbillon de la décomposition du capitalisme

Le capitalisme est de plus en plus étranglé par un ensemble de contradictions qui interagissent en se renforçant mutuellement, menaçant la société de convulsions d'une fréquence et d'une ampleur inconnues jusque-là. Face à ces calamités, la bourgeoisie a toujours comme préoccupation majeure d'écarter, en la discréditant, toute explication mettant en cause la responsabilité du système. Son but est de masquer aux yeux de la classe ouvrière la cause des guerres, du désordre mondial, du changement climatique, des pandémies, de la crise économique mondiale...

Surproduction et baisse tendancielle du taux de profit, limites historiques du capitalisme

La **surproduction** est identifiée par Marx comme l'origine des crises cycliques du capitalisme au XIXe siècle. (1) Déjà, Le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 signale une « *épidémie sociale éclate, qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction* ». Mais, dans la phase ascendante du capitalisme, cette contradiction constituait un facteur d'expansion du capitalisme à travers la recherche de débouchés pour écouler la production des puissances industrielles.

Par contre, dans sa phase de décadence, la surproduction est à l'origine de l'impasse économique marquée par la grande dépression mondiale des années 1930, la succession de récessions de plus en plus profondes depuis la fin des années 1960, mais aussi par le développement vertigineux du militarisme du fait que « *la seule voie qui reste ouverte à la bourgeoisie pour tenter de desserrer l'étau de cette impasse est celle d'une fuite en avant avec d'autres moyens [...]* qui ne peuvent être que militaires ». (2) Illustrations tragiques de cette impasse : deux guerres mondiales et, depuis la Première, une succession quasi-ininterrompue de guerres locales entre États.

La cause de la surproduction a très tôt été mise en évidence par Marx dans le *Manifeste*. Poussée par la concurrence à s'élargir toujours plus sous peine de mort, la production tend en permanence à être trop importante, non par rapport aux besoins réels des

hommes mais par rapport au salaire des prolétaires et au revenu des capitalistes. « *Jamais ni les ouvriers ni les capitalistes réunis ne pourront à eux seuls absorber toutes les marchandises produites. Et pour cause, puisqu'une partie du produit du travail de l'ouvrier, celle qui n'est ni reversée sous forme de salaires ni consommée par les capitalistes, mais qui est destinée à être réinvestie, c'est-à-dire transformée en nouveau capital, ne peut trouver d'acheteurs dans la sphère capitaliste* ». (3). Il n'existe donc pas de solution à la surproduction au sein du capitalisme. Par essence, celle-ci ne peut être éliminée que par l'abolition du salariat dont la condition est l'établissement d'une société sans exploitation. Des questionnements et incompréhensions sur cette question de la crise se sont exprimées dans les réunions publiques et permanences du CCI. Pour l'une d'entre elles, la surproduction pourrait être amoindrie voire éliminée sous l'influence de contradictions « inverses » conduisant à la pénurie de certaines marchandises. En réalité, si une pénurie affecte certains secteurs de la production mondiale, du fait, par exemple, des carences dans les chaînes d'approvisionnement, les autres secteurs continueront d'être affectés par la surproduction.

Si les rouages de l'économie mondiale ne se sont pas grippés durablement face à la tendance permanente et croissante à la surproduction, c'est parce que la bourgeoisie a eu massivement recours à l'endettement non remboursé pour créer une demande, conduisant à l'accumulation d'une dette mondiale colossale constituant ainsi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de l'économie mondiale.

La baisse tendancielle du taux de profit, également mise en évidence par Marx, se présente comme une entrave supplémentaire à l'accumulation. En effet, face à l'exacerbation de la concurrence et en vue de maintenir en vie leurs entreprises, les capitalistes sont contraints de produire moins cher. À cette fin, ils doivent augmenter la productivité en faisant intervenir toujours plus de machines dans le processus de production (élévation de la composition organique du capital).

Il en résulte que chaque marchandise ainsi produite contient proportionnellement toujours moins de travail vivant (cette partie du travail de l'ouvrier non payée par le capitaliste), et donc moins de plus-value. Néanmoins, les effets de la baisse du taux de profit peuvent être compensés par différents facteurs dont l'augmentation du volume de la production, mais cela ne fait qu'accroître la surproduction. (4) Si la baisse tendancielle du taux de profit ne s'est pas présentée d'emblée dans la vie du capitalisme comme un frein absolu à l'accumulation, c'est parce qu'il existait dans la société des débouchés, d'abord réels et ensuite basés sur l'accroissement de la dette mondiale, permettant qu'elle soit compensée. Dans le contexte d'une surproduction chronique liée à la décadence du système capitaliste, de tendancielle, cette baisse du taux de profit devient de plus en plus effective.

L'envol des dépenses improductives générées par le capitalisme d'État

Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, le capitalisme est entré dans une nouvelle période de sa vie, sa décadence, où l'exacerbation de ses contradictions impose la mise en place du capitalisme d'État chargé de maintenir la cohésion de la société face à celles-ci, notamment :

- la guerre ou sa menace omniprésentes impliquant le développement du militarisme et des dépenses militaires ;
- la lutte de classe mais aussi le développement de la délinquance, du banditisme, qui requièrent la mise en place de différents corps répressifs de police, de justice...

Ce type de dépenses du capitalisme d'État étant totalement improductives, loin de contribuer à l'accumulation, elles constituent au contraire une stérilisation de capital. Ici aussi, des incompréhensions se sont manifestées. La production et la vente d'armements ont été vues comme participant à l'accumulation, conférant ainsi une certaine rationalité économique à la guerre. En fait, l'argument utilisé à l'appui de cette thèse, « la vente d'une telle marchandise implique la réalisation de plus-value », n'en est pas un pour le marxisme.

Pour s'en convaincre il suffit de revenir à Marx : « *Une grande partie du produit annuel est consommé comme revenu et ne retourne plus à la production comme moyen de production [...]* il s'agit de produits (valeur d'usage) [...] qui sont destinés uniquement à la consommation improductive et qui dans leur réalité, en tant qu'articles, n'ont pas de valeur d'usage pour le processus de la reproduction du capital ». (5) Dans cette dernière catégorie entrent tout autant les produits de luxe destinés à la bourgeoisie que les armes, ne retournant évidemment pas à la production comme moyen de production. Depuis le début du XXe siècle, les dépenses improductives n'ont fait que croître, les dépenses militaires en particulier.

L'inflation

L'inflation ne doit pas être confondue avec un autre phénomène de la vie du capitalisme se traduisant par l'évolution à la hausse du prix de certaines marchandises sous l'effet d'une offre insuffisante. Ce dernier phénomène a pris récemment une ampleur particulière du fait de la guerre en Ukraine qui a affecté la fourniture d'un volume significatif de différents produits agricoles dont la privation est d'ores et déjà un facteur d'aggravation de la misère et la faim dans le monde.

Par définition, l'inflation ne fait pas partie des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, comme c'est le cas pour la surproduction par exemple. Néanmoins, elle est une donnée permanente de la période de décadence du capitalisme qui impacte lourdement l'économie. Elle se traduit, comme l'insuffisance de l'offre, par l'augmentation des prix, mais elle est la conséquence du poids des dépenses improductives dans la société, dont le coût est répercuté sur celui des marchandises produites. En effet, « dans le prix de chaque marchandise, à côté du profit et des coûts de la force de travail et du capital constant consommés dans sa production interviennent, de façon *de plus en plus massive, tous les frais indispensables à sa vente sur un marché chaque jour plus encombré (depuis la rétribution des personnels des services*

de marketing jusqu'aux impôts destinés à payer la police, les fonctionnaires et les armes du pays producteur). Dans la valeur de chaque objet, la part revenant au travail nécessaire à sa production devient chaque jour plus faible par rapport à la part revenant au travail humain imposé par les nécessités de la survie du système. La tendance du poids de ces dépenses improductives à annihiler les gains de productivité du travail se traduit par le constant dérapage vers le haut du prix des marchandises ». (6)

Enfin un autre facteur d'inflation est la conséquence de la dévalorisation des monnaies résultant de l'utilisation de la planche à billets qui accompagne l'augmentation incontrôlée de la dette mondiale, laquelle approche actuellement les 260 % du PIB mondial.

La crise écologique

Si la bourgeoisie se jette avidement sur les ressources naturelles en les incorporant aux forces productives, c'est parce qu'elles présentent cette particularité d'être « gratuites » pour le capitalisme.

Aussi polluant, meurtrier et exploiteur qu'ait été le capitalisme lors de sa phase ascendante, alors qu'il conquérirait le monde, ce n'est rien comparé à la spirale infernale de destruction de la nature qui est à l'œuvre depuis la Première Guerre mondiale, comme conséquence d'une concurrence économique et militaire féroce. La destruction de l'environnement a ainsi atteint de nouveaux seuils, les entreprises capitalistes, qu'elles soient privées ou publiques, ayant accru comme jamais la pollution de l'environnement et le pillage des ressources de la planète. De plus, les guerres et le militarisme ont apporté leur contribution à la pollution et aux destructions du milieu naturel. (7) Au cours de la deuxième moitié du XXe siècle s'est imposée clairement une nouvelle dimension au désastre que le capitalisme réserve à l'humanité à travers le changement climatique, mettant en péril l'existence même de l'humanité. Ses causes sont économiques et, en retour, ses conséquences le sont aussi. En effet, le réchauffement climatique a de plus en plus d'impact sur la vie des

(suite à la page 2)

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- " communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d' " organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.